



GÉNOCIDÉ ARMÉNIEN

Le Bundestag va reconnaître, demain, la vraie nature du massacre de 1,5 million d'Arméniens en 1915-1916. Malgré le risque d'un dérapage entre Berlin et Ankara.

L'Allemagne défie la Turquie d'Erdogan



Cette reconnaissance du génocide arménien résonne comme un geste de défiance entre la chancelière allemande et le président turc... KEYSTONE

THOMAS SCHNEE, BERLIN

Le Parlement allemand va voter demain une résolution sur le génocide arménien de 1915-1916. Celle-ci a été déposée par les partis gouvernementaux conservateurs et sociaux-démocrates, ainsi que par le Parti écologiste. Elle est donc assurée d'être adoptée à une large majorité. Cette résolution va nommer le massacre planifié au sommet de l'Empire ottoman d'environ 1,5 million d'Arméniens, de «génocide».

L'Allemagne rejoindra ainsi la liste des 23 pays, dont la Suisse, la France et l'Union européenne, qui ont jusqu'à aujourd'hui reconnu ce fait. Evidemment, ce vote n'est pas du tout du goût de la Turquie, héritière juridique de l'Empire ottoman. En effet, même si en 2014, Recep Tayyip Erdoğan, alors premier ministre, avait fait publier un communiqué de condoléances officielles adressé aux «petits-fils des Arméniens tués en 1915», l'État turc ne reconnaît toujours pas la thèse du génocide et le Code pénal turc en vigueur permet d'attaquer en justice ceux qui en font «l'apologie».

Relations très crispées

Alors que les relations actuelles entre la Turquie et l'Union européenne sont particulièrement crispées autour

des questions de l'accueil et du passage des réfugiés, ainsi que de la lutte contre l'Etat islamique, Ankara n'a pas l'intention de laisser passer l'affront sans réagir. Samedi dernier, 1300 manifestants mobilisés par des associations turques très liées à Ankara sont venus manifester devant la Chancellerie fédérale avec des banderoles affirmant que «Le Bundestag n'est pas responsable» ou que «Les parlements ne sont pas des tribunaux».

Pourquoi ont-ils choisi ce moment diplomatiquement difficile?

Lundi, c'était au tour du nouveau 1^{er} ministre turc Binali Yildirim d'appeler la chancelière allemande pour lui expliquer que «des millions de Turcs observent avec soucis» ce qui se passe à Berlin. Pour M. Yildirim, qui espère que les députés allemands feront preuve de «bon sens», le mot de génocide contient en effet des «accusations injustes et sans fondements».

Hier, enfin, c'était au tour du président de la République Recep Tayyip Erdoğan d'exprimer ses «inquiétudes» de

vive voix à Angela Merkel: «Si ce texte est voté et que l'Allemagne tombe dans ce piège (...) cela pourrait détériorer toutes nos relations avec l'Allemagne où vivent trois millions de Turcs et qui est notre alliée dans l'OTAN», a-t-il déclaré à la presse turque.

Face à cette passe d'armes verbale, on peut se demander pourquoi les parlementaires allemands, après de nombreuses reculades, ont choisi ce moment diplomatiquement difficile pour reconnaître le terme de génocide. De même, quel peut être l'impact réel de ce geste sur les relations germano-turques? «Sur le premier point, les gouvernements allemands ont toujours évité la confrontation, tant pour ménager les relations entre les deux pays que pour éviter d'intervenir dans le travail interne de mémoire. A chaque fois que la question s'est présentée, ils ont réussi à convaincre les députés de ne pas employer le terme de génocide. Ce fut encore le cas l'année dernière pour le centenaire du génocide. Et ceci, alors même que le président de la République Joachim Gauck et le président du Bundestag Norbert Lammert l'ont utilisé dans leurs discours officiels», explique Günter Seufert, spécialiste des relations Turquie-UE à l'Institut allemand pour

la politique internationale et la sécurité (SWP). «Pourtant, il y a eu trop de différends ces derniers mois entre la Turquie et l'Europe, la Turquie et l'Allemagne, et il semblerait que cela a fortifié le camp des députés favorables à la reconnaissance officielle du génocide arménien», précise le chercheur.

La «gardienne» de l'Europe

Evidemment, en négociant au nom de l'Union européenne un accord où la Turquie devient en quelque sorte la «gardienne» de l'Europe face aux flux des réfugiés syriens ou afghans, et ce en échange d'avantages tels que la suppression des visas pour les citoyens turcs, M^{me} Merkel s'est placée dans une sorte de dépendance par rapport à un chef d'Etat turc aux actions toujours plus antidémocratiques: «Il ne faut cependant pas exagérer cette dépendance. Les négociations sur les visas seront certes plus compliquées. La Turquie peut aussi rappeler son ambassadeur pendant un temps. Mais M. Erdoğan, qui s'est déjà fâché avec la Russie, a aussi besoin de débouchés pour son économie. Je ne crois donc pas que ce différend aura un impact durable sur les relations économiques entre la Turquie et l'Allemagne ou l'Europe», conclut Günter Seufert. I

LE GESTE FORT DU CONSEIL NATIONAL

En Suisse, le génocide arménien a été reconnu uniquement par le Conseil national en 2003, contre l'avis du Conseil fédéral. «La Chambre du peuple l'a fait sans équivoque», rappelle Sarkis Shahinian, président d'honneur de l'Association Suisse-Arménie. «Le Tribunal fédéral a aussi souligné dans deux décisions que ce génocide est un fait connu et reconnu mondialement.»

CONTROVERSE Autre fait marquant: la Suisse a condamné Dogu Perinçek, président du parti de la Patrie, pour discrimination raciale, parce qu'il avait qualifié le génocide arménien de «mensonge international». Mais la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé que la sanction n'était pas justifiée. «Notre cause ne s'en trouve pas affaiblie», répond S. Shahinian. «Tout d'abord, ni la Suisse ni les Arméniens n'ont été désavoués par la décision de la CEDH. L'important est que M. Perinçek ait été mondialement reconnu comme le commis voyageur d'un Etat négationniste, la Turquie. La Suisse officielle ferait une bonne chose de se démarquer de cette politique révisionniste, qu'elle-même dit vouloir combattre, condamnant sans équivoque ce génocide, comme le pape François l'a fait le 12 avril 2015 à Saint-Pierre.»

CRÉDIBILITÉ ALLEMANDE Quant à la décision allemande, S. Shahinian estime qu'il en va de sa crédibilité. «L'Allemagne est politiquement un phare au niveau mondial et cette résolution encouragera d'autres Etats.» Pour Sévane Garibian, professeur aux facultés de droit des Universités de Genève et Neuchâtel, ce signe «ferait écho aux propos du président allemand Joachim Gauck qui, le 23 avril 2015, à la veille du centenaire, reconnaissait tant le génocide des Arméniens que la coresponsabilité de l'Allemagne, voire sa complicité». Elle rappelle que l'Allemagne était l'alliée de l'Empire ottoman lors du génocide en 1915. «C'est à Berlin que le principal responsable du plan génocidaire, Talaat Pacha, fut réfugié lors de son procès par contumace à Constantinople en 1919», ajoute-t-elle. «Une reconnaissance serait un geste politique fort.»

PIERRE-ANDRÉ SIEBER